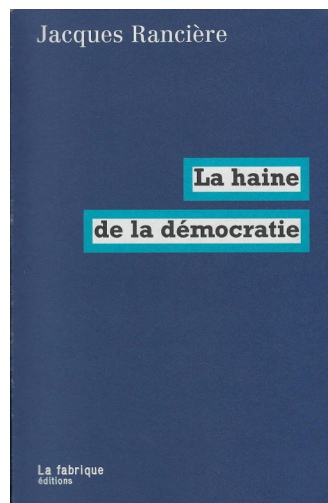


La haine de la démocratie

Jacques Rancière
La fabrique éditions
2005 - 106 pages.



Comment ai-je découvert ce livre ?

Il comptait parmi les ouvrages disponibles dans la librairie des Rencontres 2018 du réseau des Créfad à Villefranche de Rouergue.

Quelques mots sur l'auteur...

Né en 1940 à Alger, Jacques Rancière est un philosophe, professeur à L'Université Paris VIII (Saint Denis), qui travaille principalement sur la politique et l'esthétique. Elève d'Althusser dont il remettra en cause ensuite la démarche, il publie de nombreux ouvrages comme « La nuit des prolétaires. Archives du rêve ouvrier » (sa thèse d'État), « Le Philosophe plébéien » (rassemblant les écrits de Louis Gabriel Gauny, ouvrier et philosophe), « Le Maître ignorant » (biographie philosophique de Joseph Jacotot),... Plus récemment, il écrit « Le Partage du sensible » (2000), « Aux bords du politique » (2003), « Le spectateur émancipé » (2008), « En quel temps vivons-nous ? » (2017), « Les temps modernes » (2018),...

Jacques Rancière, invité d'une émission de radio assez récente (mai 2017) :

<https://www.franceculture.fr/emissions/la-grande-table-2eme-partie/revaloriser-la-democratie-avec-jacques-ranciere>

Quelques mots sur le document...

Un texte assez court, que j'ai trouvé plutôt ardu, en tous cas certains passages. Une introduction et quatre chapitres :

- De la démocratie victorieuse à la démocratie criminelle.
- La politique ou le pasteur perdu.
- Démocratie, république, représentation.
- Les raisons d'une haine.

Ce que je retiens de cette lecture...

Prenant comme point de départ de son analyse à la fois les printemps arabes et également les guerres menées par les puissances occidentales pour « imposer » la démocratie, Rancière affirme d'entrée que la démocratie est inévitablement le règne de l'excès. Et comme cet excès va ruiner le gouvernement démocratique, celui-ci doit donc le réprimer.

Il s'agira donc de détourner la soif de démocratie réelle des populations vers d'autres buts : prospérité matérielle, bonheurs privés, liens de société. Les gouvernants vont chercher à dévier vers le privé les énergies politiques excessives

Cette déviation va alors multiplier les aspirations et les demandes. La démocratie aurait donc démultiplié l'individualisme : les citoyens deviennent

insoucieux du bien public et les gouvernants sont enfermés dans une folle spirale de devoir toujours satisfaire des demandes sociétales individualisées et sans limite (exprimées par le consommateur, le syndicaliste, le membre d'une minorité ethnique ou sexuelle, l'étudiant,...).

La tentation autoritaire que nous connaissons aujourd'hui s'expliquerait par ce double piège.

La racine du mal serait l'individualisme démocratique consumériste ; la grande catastrophe civilisationnelle aurait désormais pour synonymes consommation, égalité, démocratie ou immaturité.

Rancière penche plutôt pour une autre explication : en dénonçant la démocratie, c'est la politique qui est visée. En effet, avec la démocratie, avec la politique, c'est la hiérarchie des positions qui est bousculée, c'est la continuité avec la nature qui est questionnée.

Rancière -en référence à Platon- appelle de ses vœux le tirage au sort afin que l'absence de titre à gouverner s'impose ; la démocratie doit se fonder sur rien d'autre que l'absence de tout titre à gouverner ; c'est le seul moyen d'éviter le gouvernement des compétents, des hommes d'abord et avant tout habiles à prendre le pouvoir.

Le bon gouvernement est composé de ceux qui ne désirent pas gouverner, c'est même la condition pour qu'un gouvernement soit politique, c'est à dire autre chose que le gouvernement de la supériorité dans la naissance, d'une part, ou du pouvoir de la richesse, d'autre part, auxquels force et science apportent parfois leur renfort.

Le « pouvoir du peuple », c'est le pouvoir propre à ceux qui n'ont pas plus de titre à gouverner qu'à être gouvernés : le gouvernant serait un homme sans propriété que seul un heureux hasard a appelé à cette place.

Ce sont bien les oligarchies qui prédominent dans nos sociétés, il n'y a pas à proprement parler de démocratie. Ainsi, la représentation est une forme oligarchique.

En fait, pour Rancière, sphère publique et sphère privée ne sont séparées qu'en principe mais en fait mieux unies sous la loi oligarchique.

Et cette oligarchie donne à la démocratie plus ou moins de place : l'oligarchie étatique et l'oligarchie économique s'appliquent à réduire les espaces de la politique.

Nous ne vivons pas dans des démocraties mais dans des États de droit oligarchiques. L'emploi désormais fréquent du mot populisme masque et révèle en même temps le grand souhait de l'oligarchie : gouverner sans peuple, c'est à dire sans division du peuple ; gouverner sans politique.

Les affaires politiques sont aujourd'hui placées dans des non-lieux, hors de toute polémique, dans des institutions supra-étatiques.

On fait croire à la fin de l'État-providence, à la libéralisation des services,... en fait ce sont les instances de co-gestion (la sécurité sociale, par exemple) que l'on souhaite supprimer : en luttant contre l'État mythique, on attaque des institutions de solidarité non étatiques. Sont ainsi attaquées les formes d'organisation de la vie matérielle de la société qui échappent à la logique du profit et les lieux de discussion des intérêts collectifs qui échappent au monopole du gouvernement savant.

Et Rancière de conclure sur la nécessité de partager avec n'importe qui le pouvoir égal de l'intelligence.

Ce que ça met au travail...

Une clarification des termes démocratie, république, populisme,... pour éviter de surjouer ou de brandir ces mots maladroitement, en se vautrant dans les glissements et retournements de sens.

La question de la démocratie représentative, de la constitution progressive d'une élite politique, composée d'individus formés à la connaissance des rouages complexes et des équilibres fragiles des sociétés : ce serait la seule manière de gouverner nos vastes nations et nos sociétés modernes ?

Affirmer qu'il importe de ne surtout pas donner le pouvoir à celles et ceux qui le veulent, c'est provoquer une refondation totale de nos modes de gouverner, y compris dans nos associations.

De l'importance de penser la politique comme étant aussi le lieu de la continuation des différences, le lieu où se reproduisent les inégalités naturelles et sociales...

Une analyse qu'il conviendrait d'appliquer aux « pouvoirs locaux » : Région, Département, Communauté d'agglomération ou de communes,... Quels sont ces non-lieux, ces institutions supra-territoriales, hors de toute polémique et de tout conflit -dépolitisées-, où sont aujourd'hui placées les affaires politiques locales ? Est-on en capacité de nommer les oligarchies locales ?

Quelques extraits...

« C'est du peuple et de ses mœurs qu'ils* se plaignent, non des institutions de son pouvoir. La démocratie pour eux* n'est pas une forme de gouvernement corrompue, c'est une crise de civilisation qui affecte la société et l'État à travers elle. »

(* : « ils » et « eux » étant ici les porte-paroles de la nouvelle haine de la démocratie)

« Le gouvernement démocratique, nous dit-il*, est mauvais quand il se laisse corrompre par la société démocratique qui veut que tous soient égaux et toutes les différences respectées. (...) La nouvelle haine de la démocratie peut alors se résumer en une thèse simple : il n'y a qu'une seule bonne démocratie, celle qui réprime la catastrophe de la civilisation démocratique. »

(* : « il » est ici le nouveau sentiment anti-démocratique)

« La démocratie, disaient les rapporteurs*, signifie l'accroissement des demandes qui fait pression sur les gouvernements, entraîne le déclin de l'autorité et rend les individus et les groupes rétifs à la discipline et aux sacrifices requis par l'intérêt commun. »

(* : ceux qui argumentaient, il y a trente ans, sur la « crise » de la démocratie)

« Le bon gouvernement démocratique est celui qui est capable de maîtriser un mal qui s'appelle tout simplement vie démocratique. »

« Sans doute le remède à cet excès de vitalité démocratique est-il connu depuis Pisistrate, si l'on en croit Aristote (Constitution d'Athènes, ch. XVI). Il consiste à orienter vers d'autres buts les énergies fiévreuses qui s'activent sur la scène publique, à les détourner vers la recherche de la prospérité matérielle, des bonheurs privés et des liens de société. Hélas ! La bonne solution révélait aussitôt son revers : diminuer les énergies politiques excessives, favoriser la recherche du bonheur individuel et des relations sociales, c'était favoriser la vitalité d'une vie privée et de formes d'interaction sociale qui entraînaient une multiplication d'aspirations et de demandes. Et celles-ci, bien sûr, avaient un double effet : elles rendaient les citoyens insoucieux du bien public et savaient

l'autorité de gouvernements sommés de répondre à cette spirale de demandes émanant de la société. »

« L'affrontement de la vitalité démocratique prenait ainsi la forme d'un *double bind* simple à résumer : ou bien la vitalité démocratique signifiait une large participation populaire à la discussion des affaires publiques, et c'était une mauvaise chose. Ou bien elle signifiait une forme de vie sociale tournant les énergies vers les satisfactions individuelles, et c'était aussi une mauvaise chose. La bonne démocratie devait être alors la forme de gouvernement et de vie sociale apte à maîtriser le double excès d'activité collective ou de retrait individuel inhérent à la vie démocratique. »

« Initiée par les théoriciens de la contre-révolution au lendemain de la Révolution française, relayée par les socialistes utopiques dans la première moitié du XIX^e siècle, consacrée à la fin du même siècle par la jeune science sociologique, cette lecture prédominante s'énonce ainsi : la révolution est la conséquence de la pensée des Lumières et de son principe premier, la doctrine « protestante » élevant le jugement des individus isolés à la place des structures et des croyances collectives. Brisant les vieilles solidarités qu'avaient lentement tissées monarchie, noblesse et Eglise, la révolution protestante a dissous le lien social et atomisé les individus. »

« Le thème de la « société illimitée » résume au plus court l'abondante littérature qui assemble dans la figure de « l'homme démocratique » le consommateur d'hypermarché, l'adolescente qui refuse d'enlever son voile et le couple homosexuel qui veut avoir des enfants. »

« La démesure démocratique n'a rien à voir avec quelque folie consommatrice. (...) Le scandale est celui d'un titre à gouverner entièrement disjoint de toute analogie avec ceux qui ordonnent les relations sociales, de toute analogie entre la convention humaine et l'ordre de la nature. (...) Démocratie veut d'abord dire cela : un « gouvernement » anarchique, fondé sur rien d'autre que l'absence de tout titre à gouverner. »

« (...) le procédé démocratique du tirage au sort est en accord avec le principe du pouvoir des savants sur un point, qui est essentiel : le bon gouvernement, c'est le gouvernement de ceux qui ne désirent pas gouverner. (...) la condition pour qu'un gouvernement soit politique, c'est qu'il soit fondé sur l'absence de titre à gouverner. »

« Autrement dit, la représentation n'a jamais été un système inventé pour pallier l'accroissement des populations. Elle n'est pas une forme d'adaptation de la démocratie aux temps modernes et aux vastes espaces. Elle est, de plein droit, une forme oligarchique, une représentations des minorités qui ont titre à s'occuper des affaires communes. »

« (...) la distinction du public qui appartient à tous et du privé où règne la liberté de chacun. Mais cette liberté de chacun est la liberté, c'est à dire la domination, de ceux qui détiennent les pouvoirs immanents de la société. Elle est l'empire de la loi d'accroissement de la richesse. Quant à la sphère publique ainsi prétendument purifiée des intérêts privés, elle est aussi bien une sphère publique limitée, privatisée, réservée au jeu des institutions et au monopole de ceux qui les font marcher. Ces deux sphères ne sont séparées en principe que pour mieux être unies sous la loi oligarchique. »

« (...) nous vivons dans des sociétés et des États qui s'appellent des « démocraties » et se distinguent par ce terme des sociétés gouvernées par des États sans loi ou par la loi religieuse. Comment comprendre que, au sein de

ces « démocraties », une intelligentsia dominante, dont la situation n'est pas évidemment désespérée et qui n'aspire guère à vivre sous d'autres lois, accuse, jour après jour, de tous les malheurs humains un seul mal, appelé démocratie ? »

« Les maux dont souffrent nos « démocraties » sont d'abord les maux liés à l'insatiable appétit des oligarques. (...) Nous vivons dans des États de droit oligarchiques, c'est à dire dans des États où le pouvoir de l'oligarchie est limité par la double reconnaissance de la souveraineté populaire et des libertés individuelles. »

« Et la passion démocratique qui nuit si fort aux « candidats de gouvernement » n'est pas le caprice des consommateurs, c'est simplement le désir que la politique signifie quelque chose de plus que le choix entre oligarques substituables. »

« Sous ce terme (*populisme*) on veut ranger toutes les formes de sécession par rapport au consensus dominant, qu'elles relèvent de l'affirmation démocratique ou des fanatismes raciaux ou religieux. Et l'on veut donner à l'ensemble ainsi constitué un seul principe : l'ignorance des arriérés, l'attachement au passé, qu'il soit celui des avantages sociaux, des idéaux révolutionnaires ou de la religion des ancêtres. »

« Le partage nouveau des pouvoirs entre capitalisme international et États nationaux tend bien plus au renforcement des États qu'à leur affaiblissement. »

« La liquidation du prétendu Etat-providence n'est pas le retrait de l'État. Elle est la redistribution, entre la logique capitaliste de l'assurance et la gestion étatique directe, d'institutions et de fonctionnements qui s'interposaient entre les deux. L'opposition simpliste entre assistance étatique et initiative individuelle sert à masquer les deux enjeux politiques du processus et des conflits qu'il suscite : l'existence de formes d'organisation de la vie matérielle de la société qui échappent à la logique du profit ; et l'existence de lieux de discussion des intérêts collectifs qui échappent au monopole du gouvernement savant. »

« Elle (*la démocratie*) est l'action qui sans cesse arrache aux gouvernements oligarchiques le monopole de la vie publique et à la richesse la toute-puissance sur les vies. Elle est la puissance qui doit, aujourd'hui plus que jamais, se battre contre la confusion de ces pouvoirs en une seule et même loi de la domination. Retrouver la singularité de la démocratie, c'est aussi prendre conscience de sa solitude. »